

«Jamais l'Église congolaise n'a révélé le nom du gagnant de la présidentielle»

La tension est à son comble en RDC en l'absence du verdict des élections. La confusion entretenue sur le fait que l'Église aurait révélé le nom du gagnant – ce qu'elle dément – aggrave la situation.

VINCENT GEORIS

«Je ne peux pas vous parler. Je suis sur écoute. Il se passe des choses étranges ici.» La voix éraillée, notre interlocuteur à Kinshasa coupe court à la conversation. Internet réduit au silence, téléphones sur écoute, intimidations. Depuis quelques semaines, les contacts avec la RDC sont de plus en plus compliqués. La situation se dégrade pour les ONG, l'Église et les médias.

Le suspens autour de l'annonce du gagnant de la présidentielle rend l'atmosphère irrespirable. Dimanche, alors qu'il était prévu qu'elle fasse cette annonce, la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a reporté «sine die» la proclamation des résultats, affirmant que 53% des votes ont été traités.

La société civile congolaise voit dans ce report une manière pour le clan Kabila de s'accrocher au pouvoir en imposant son dauphin, Emmanuel Ramazani Shadary. Certains dénoncent des tractations entre la

majorité pro-Kabila et une partie de l'opposition. Shadary se déclare d'ailleurs victorieux depuis deux jours.

Jeudi, la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco), représentant l'Église en RDC, disait connaître le nom du gagnant du scrutin du 30 décembre, sans citer de nom. Forte de 4.000 observateurs, l'institution, puissante au Congo, a suivi de près le processus électoral.

Confusion et menaces sur l'Église

Vendredi dernier, le New York Times mettait le feu aux poudres en affirmant que le nom connu de la Cenco était celui de Martin Fayulu, un des trois favoris à l'élection. Le candidat connu comme le plus indépendant.

Le quotidien américain citait une source anonyme, «un fonctionnaire senior occidental», et Kikaya Bin Karubi, un conseiller du président Kabila. Depuis lors, c'est la confusion. Le gouvernement congolais accuse l'Église d'avoir «révélé le nom du candidat» afin de faire pression sur le processus électoral.

Ces accusations, non étayées, soutiennent une dangereuse rumeur. Les menaces physiques et verbales se font pressantes contre les représentants de l'Église, deve-

nus boucs émissaires alors que des tractations seraient en cours entre le gouvernement congolais et une partie de l'opposition pour imposer Shadary.

L'abbé Donatien Nshole, secrétaire général de la Cenco, en vol vers New York et le Conseil de sécurité de l'ONU, était injoignable lundi.

«Jamais l'Église n'a révélé le nom du candidat, pourtant, c'est la conclusion qui transparait dans les médias», dit Timur Uluç, secrétaire général de l'ONG catholique Justice et Paix. *«C'est dangereux de laisser croire que*

la Cenco aurait révélé le nom du gagnant, car les gens sur place sont menacés. On nous a rapporté des incidents.»

La Belgique demande la publication des résultats

Pour les observateurs extérieurs, il est temps que les résultats soient annoncés. *«Les résultats doivent être publiés et ils doivent être conformes aux votes exprimés par la population»,* disait Didier Reynders lundi à la RTBF.

Les Etats-Unis demandent aussi la publication des résultats, menaçant les responsables congolais de sanctions financières. Washington a déployé des forces spéciales au Gabon, chargées d'intervenir au cas où les intérêts américains seraient menacés.

«C'est dangereux de laisser croire que la Cenco aurait révélé le nom.»

TIMUR ULUÇ
SECÉTAIRE GÉNÉRAL
DE LA COMMISSION JUSTICE
ET PAIX